

SOMMAIRE

BREVES p.2 à 6

☆ Agriculture

[Résolution du Parlement sur l'avenir de la PAC après 2013](#)

☆ Budget

[La Commission fournit des informations sur les bénéficiaires de fonds de l'UE en 2009](#)

☆ Emploi et Affaires sociales

[Lancement d'un débat public sur l'avenir des retraites](#)

☆ Marché intérieur

[La Commission propose un régime de traduction pour le futur brevet de l'UE](#)

☆ Politique de cohésion

[Avenir de la politique de cohésion après 2013 : la commission REGI du Parlement européen prend position](#)

☆ Recherche et Développement

[6,4 milliards d'€ pour la croissance intelligente et la création d'emplois](#)
[Innovation et simplification au menu du Conseil Compétitivité](#)

☆ Société de l'information

[26 millions d'€ en faveur de la coopération électronique entre les administrations publiques européennes](#)

☆ Tourisme

[Pour que l'Europe conserve sa place de 1ère destination au monde](#)

☆ Transports

[Adoption du plan d'action 2020 en matière de sécurité routière](#)

Revue de presse p.7

Sites conseillés p.8

Agenda p.9

Appels d'Offres p.10 à 12

Offres de partenariat p.13

Consultations p.14

Bibliothèque p.15 à 17

CONTACT

Antenne de la CTC
36 rue Breydel
B- 1040 Bruxelles
Email : ctc.bruxelles@skynet.be

A LA UNE

La Belgique, nouvelle Présidence tournante de l'UE

Depuis le 1er juillet dernier, la Belgique assure la Présidence du Conseil de l'Union européenne (UE) et ce jusqu'au 31 décembre 2010. Pour son mandat, la Belgique s'est fixée 5 grandes priorités :

La sortie de crise et le retour à une croissance durable et soutenue

La Présidence belge veillera à mettre en place une nouvelle structure de réglementation et de supervision du secteur financier. Elle débutera également l'examen des nouvelles propositions législatives de la Commission européenne pour renforcer le Pacte de stabilité. Des actions seront également lancées à partir du rapport MONTI (« [Une nouvelle stratégie pour le marché unique au service de l'économie et de la société européenne](#) ») avec pour objectif l'harmonisation des politiques fiscales de l'UE.

Pour la relance de la croissance, une attention toute particulière sera accordée à la recherche, au développement et à l'innovation, qui feront l'objet de discussions approfondies lors du Conseil européen de décembre 2010.

L'emploi et la cohésion sociale

La Présidence belge veillera à développer une stratégie européenne pour l'emploi ambitieuse en prenant en compte les objectifs définis par la stratégie UE 2020. Elle mettra également l'accent sur la stimulation du progrès social et sur la lutte contre la pauvreté. La Présidence souhaite aussi faire des avancées concrètes dans le débat sur les services sociaux d'intérêt général.

L'environnement et le climat

2 grands événements se dérouleront sous Présidence belge pour lesquels elle devra préparer la participation de l'UE : la 10^{ème} conférence des parties sur la biodiversité à Nagoya (Japon) en octobre 2010 et la 16^{ème} conférence des parties sur le changement climatique à Cancun (Mexique) en novembre 2010.

La Présidence poursuivra également les travaux engagés en matière d'émissions industrielles, de biocides et de déchets.

L'espace européen de liberté, de sécurité et de justice

La Belgique poursuivra les travaux de la Présidence espagnole de mise en œuvre du programme de Stockholm pour la création d'un espace européen de liberté, de sécurité et de justice. S'agissant de l'immigration, la Belgique souhaite la mise en place d'un régime commun d'asile pour 2012 et d'un statut uniforme de protection internationale. En matière d'affaires intérieures, la lutte contre le terrorisme, la criminalité organisée, l'immigration illégale et la traite des humains seront également des dossiers prioritaires.

Les actions extérieures

Le grand défi sous Présidence belge sera la mise en place du Service européen pour l'Action extérieure. En matière d'élargissement, les négociations avec la Croatie pourraient être conclues sous Présidence belge. Les négociations continueront avec la Turquie et seront ouvertes avec l'Islande et l'Ancienne République yougoslave de Macédoine.

Concernant **la politique de cohésion**, la présidence belge fait du débat sur l'avenir de la politique de cohésion sa priorité : selon celle-ci, « *il est hautement souhaitable que la capacité d'action de l'UE au travers des Fonds structurels soit maintenue et même renforcée. La politique de cohésion doit rester un vecteur important de soutien au développement régional sur l'ensemble du territoire de l'UE* ».

2 moments forts jalonnent la présidence Belge :

- 30 septembre et 1er octobre : Conférence à haut niveau sur la coopération territoriale et les macro-régions à Tournai.
- 22-23 novembre 2010 : Conseil informel à Liège autour de 2 thèmes de réflexion : les priorités politiques d'intervention de la future politique de cohésion et le maintien de l'objectif de compétitivité.

Le site de la Présidence belge de l'UE : <http://www.eutrio.be/fr>

AGRICULTURE



Résolution du Parlement sur l'avenir de la PAC après 2013

Le Parlement européen réuni en session plénière s'est prononcé, le 8 juillet dernier, en faveur d'une politique agricole commune plus verte et plus compétitive pour l'après 2013 (Voir rubrique « *Bibliothèque* »).

Dans la perspective de l'adoption de la communication de la Commission européenne sur la réforme de la PAC en novembre prochain, les députés européens identifient les grands défis de l'agriculture européenne comme le changement climatique, la sécurité alimentaire, la qualité des aliments et la compétitivité des entreprises. Pour pouvoir répondre à ces grands défis, les députés estiment que les montants alloués à cette politique devront être au minimum maintenus durant la prochaine période de programmation financière.

Le Parlement européen considère également qu'une répartition plus juste des paiements de la PAC doit être recherchée et des critères objectifs doivent être établis « *pour assurer une meilleure équité dans la répartition entre les différents pays, les différentes régions et les différentes catégories d'agriculteurs, en tenant compte des spécificités des agriculteurs dans les régions défavorisées et des zones difficiles* ». Les députés européens demandent également qu'un paiement complémentaire de l'Union soit versé aux exploitants pour avoir réduit leurs émissions de dioxyde de carbone par unité de production ou amélioré leur stockage du dioxyde de carbone dans les sols.

De plus, le Parlement européen estime qu'une politique axée sur la qualité des aliments, afin d'améliorer la compétitivité du secteur, est essentielle : les indications d'origine géographique devront être renforcées par le biais d'instruments de protection et de promotion.

Enfin, le texte adopté par le Parlement européen souligne que le développement rural doit continuer à figurer au cœur de la PAC et que la structure de la PAC en 2 piliers (soutien des revenus et des marchés et développement rural) doit être maintenue.

BUDGET

La Commission fournit des informations sur les bénéficiaires de fonds de l'UE en 2009

La Commission européenne a rendu publique l'identité des bénéficiaires de fonds de l'UE en 2009 dans des domaines d'action comme la recherche, l'éducation et la culture, l'énergie et les transports ou encore l'aide extérieure. Lancé en 2008, le système de transparence financière (STF) fournit des informations sur les bénéficiaires de lignes budgétaires gérées directement par la Commission et ses agences exécutives. Cette base de données en ligne, qui contient plus de 114.000 entrées remontant jusqu'en 2007, a fait l'objet d'améliorations offrant des possibilités de recherche supplémentaires. À présent, elle procure également des renseignements sur les dépenses administratives de la Commission.

Plus d'infos : http://ec.europa.eu/beneficiaries/fts/index_fr.htm

CONCOURS

Concours « La musique contre la pauvreté »



La Commission européenne vient de lancer un concours musical européen, qui invite les jeunes européens âgés de 15 à 25 ans à envoyer une chanson exprimant le soutien à la lutte contre la pauvreté dans le monde. Chaque participant devra créer une composition originale sur le thème général du développement, et notamment sur les 8 objectifs du Millénaire pour le développement. La date limite du concours est fixée au 30 septembre 2010 et le vote se fera en ligne jusqu'au 31 octobre 2010. Il y aura 2 gagnants, dont le nom sera connu en novembre : l'un sera choisi à l'issue d'un vote en ligne et l'autre par un jury de professionnels. Ils remporteront un enregistrement de leur chanson dans un studio professionnel et auront la possibilité de se produire en public lors des Journées européennes du développement, qui se dérouleront à Bruxelles en décembre 2010.

Plus d'infos : <http://www.ifightpoverty.eu/fr>

EMPLOI ET AFFAIRES SOCIALES

Lancement d'un débat public sur l'avenir des retraites

La Commission européenne vient de lancer un débat public dans toute l'Europe, via la publication d'un Livre vert, sur la façon de garantir des retraites adéquates, viables et sûres et sur la manière dont l'UE peut soutenir au mieux les efforts nationaux accomplis en ce sens (voir rubriques « *Bibliothèque* » et « *Consultations* »). Dans tous les États membres, le vieillissement de la population pèse considérablement sur les régimes de retraite existants, et la crise financière et économique n'a fait qu'augmenter cette pression.

Le Livre vert examine le cadre européen en matière de retraites d'une manière globale et intégrée en s'intéressant aux synergies entre les politiques économiques et sociales et la réglementation des marchés financiers, et aborde ainsi des thèmes aussi variés que la prolongation de la vie professionnelle, le marché intérieur des retraites, la mobilité des retraites dans l'UE, les lacunes de la réglementation de l'UE, le futur régime de solvabilité pour les fonds de pension, le risque d'insolvabilité de l'employeur et la prise de décision ainsi que la gouvernance éclairées au niveau de l'UE. Le Livre vert aborde en particulier les questions suivantes :

- garantir des revenus adéquats aux retraités et veiller à ce que les systèmes de retraite soient viables à long terme ;
- trouver le juste équilibre entre le travail et la retraite et faciliter une vie active plus longue ;
- lever les obstacles rencontrés par les personnes qui travaillent dans différents États de l'UE et entravant le marché intérieur des produits de retraite ;
- rendre les retraites plus sûres, aujourd'hui et demain, compte tenu de la récente crise économique ;
- veiller à ce que les retraites soient plus transparentes de manière à ce que les individus puissent prendre des décisions en connaissance de cause concernant leur propre revenu de retraite.

A la suite de la consultation, qui s'achèvera le 15 novembre 2010, la Commission européenne analysera toutes les réponses et déterminera la meilleure manière d'agir dans l'avenir pour traiter ces questions au niveau de l'UE.

MARCHE INTERIEUR

La Commission propose un régime de traduction pour le futur brevet de l'UE

La Commission européenne a présenté, le 1^{er} juillet dernier, une proposition de règlement sur les dispositions relatives à la traduction pour le futur brevet de l'UE, dernier élément nécessaire à la mise en place d'un brevet européen unique (voir rubrique « *Bibliothèque* »). Actuellement, il est 10 fois plus cher d'obtenir un brevet en Europe qu'aux États-Unis, ce qui décourage la recherche, le développement et l'innovation tout en érodant la compétitivité européenne. En effet, un détenteur d'un brevet doit déposer son titre dans chaque Etat européen où il demande la protection de son produit et donc traduire le brevet dans chacune des langues nationales. Ainsi, un brevet européen validé actuellement dans 13 Etats peut coûter jusqu'à 20.000€, dont près de 14.000€ pour les seules traductions, alors qu'un brevet américain coûte environ 1.850€.

La nouvelle proposition est fondée sur le système trilingue en vigueur à l'Office européen des brevets (OEB). Les brevets de l'UE seraient examinés et délivrés dans une des langues officielles de l'OEB : le français, l'anglais ou l'allemand. La publication comporterait une traduction des revendications dans les 2 autres langues officielles de l'Office. Aucune traduction supplémentaire dans d'autres langues ne serait exigée du titulaire du brevet, sauf en cas de litige. La proposition de règlement prévoit que les frais de procédure d'un brevet de l'UE, valable dans les 27 États membres, n'excéderaient pas 6.200€, dont 10% seraient imputables aux traductions.

Plus d'infos : http://ec.europa.eu/internal_market/indprop/patent/index_fr.htm



POLITIQUE DE COHESION

Avenir de la politique de cohésion après 2013 : la commission REGI du Parlement européen prend position

La commission du développement régional (REGI) du Parlement européen a récemment adopté sa position sur la future politique de cohésion post-2013 (voir rubrique « [Bibliothèque](#) »). Ce document devrait être soumis à la session plénière du Parlement européen en octobre prochain, mais, sans attendre cette adoption définitive, Danuta HÜBNER, présidente de la commission REGI et ancien membre de la Commission en charge de la politique régionale a d'ores et déjà transmis ce document au Président BARROSO, au président du Conseil européen, M. VAN ROMPUY, au président en exercice du Conseil de l'UE, M. Yves LETERME, au commissaire européen en charge de la Politique régionale, Johannes HAHN et à la présidente du Comité des Régions, Mercedes BRESSO.

Cette position prend en considération les points suivants :

- la politique de cohésion doit être appliquée sur tout le territoire de l'UE et dans toutes les régions européennes ;
- elle est indispensable au succès de la stratégie UE 2020 ;
- la politique de cohésion ne peut absolument pas être renationalisée et la dimension régionale doit être prise en compte dans le futur cadre financier ;
- la cohésion territoriale implique une approche ciblée du développement territorial et une certaine flexibilité est nécessaire pour adapter les spécificités régionales et soutenir les régions moins développées dans leurs efforts pour surmonter les difficultés socio-économiques auxquelles elles sont confrontées, comme les régions ultrapériphériques, les régions transfrontalières, les régions avec des caractéristiques géographiques particulières ;
- la dimension urbaine de la politique de cohésion doit être renforcée et dans la prochaine période de programmation, des ressources financières devront être allouées aux investissements urbains et aux projets suburbains ;
- la gouvernance multi niveau est un des principes fondamentaux de la politique de cohésion ;
- un régime de transition simple, juste et transparent, qui tienne compte des expériences passées et des dernières évolutions de la situation économique et sociale des régions concernées devra être mis en place ;
- le maintien du Fonds social européen (FSE) au sein de la politique de cohésion est indispensable.

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT



7^{ème} Programme Cadre
2007 - 2013

6,4 milliards d'€ pour la croissance intelligente et la création d'emplois, le plus grand investissement jamais réalisé par l'Europe dans la recherche et l'innovation

La Commission européenne vient de lancer une série d'appels à propositions dans le cadre du 7^{ème} PCRD, qui permettront d'investir près de 6,4 milliards d'€ dans la recherche et l'innovation (voir rubrique « [Appels à propositions](#) »). Ce financement, le plus important jamais réalisé dans ce domaine, couvre toute une série de disciplines scientifiques, de domaines de politique publique et de secteurs commerciaux. Près de 16.000 participants issus d'organismes de recherche, d'universités et de l'industrie, dont environ 3.000 PME, pourront ainsi bénéficier d'un financement. L'objectif de ce financement européen est de contribuer à la création de produits et services de meilleure qualité, à une Europe plus compétitive et plus respectueuse de l'environnement, ainsi qu'à une société meilleure avec une qualité de vie plus élevée.

Les appels à propositions contribueront à l'initiative européenne phare « Une Union pour l'innovation », qui sera lancée à l'automne 2010 dans le cadre de la stratégie UE 2020.

Innovation et simplification au menu du Conseil Compétitivité

Les 27 ministres européens de la Recherche et de l'Industrie, réunis en Conseil Compétitivité les 15 et 16 juillet derniers, ont déclaré que pour sortir de la crise tout en préservant son modèle social et la durabilité de son environnement, l'Europe doit opter pour un nouveau type de croissance, dont les moteurs seront la connaissance et l'innovation. Cette transition doit passer par une meilleure convergence entre les politiques de recherche et d'innovation menées par l'UE et par une meilleure coordination entre les niveaux de décision et entre les autres politiques menées par l'UE.

Les conclusions et recommandations relatives au futur Plan Européen pour la Recherche et l'Innovation qui devrait être présenté en septembre prochain, dégagées par les ministres sont les suivantes :

- créer un programme pour financer des projets à haut risque et un fonds de capital-risque pour les investissements pré-commerciaux ;
 - développer la standardisation européenne, notamment pour les véhicules électriques et la digitalisation numérique ;
 - mettre en place des mécanismes de soutien à l'éco-innovation ;
 - faire un meilleur usage de l'effet de levier des marchés publics ;
 - développer des mesures spécifiques pour les PME ;
 - assouplir le régime d'aides d'Etat ;
 - renforcer la concentration des Fonds structurels en faveur de la R&D et mieux coordonner les politiques ;
- promouvoir l'échange de bonnes pratiques et d'expérience sur les mécanismes de financement.

Concernant la simplification du programme-cadre de recherche, celle-ci est une des priorités de la Présidence belge de l'UE. En effet, en raison de la lourdeur des procédures, des acteurs de la R&D renoncent à déposer des projets dans le cadre du 7^{ème} PCRD. Pour lutter contre ce phénomène, les 27 ont émis l'idée de l'introduction de forfaits pour le financement de projets de recherche et de la réduction du nombre d'outils européens existants. Les ministres sont également parvenus à un consensus sur la proposition de la Commission européenne portant sur le risque d'erreur en matière de financement européen de la R&D et la question de trouver un point d'équilibre entre ce dernier et la lourdeur des contrôles. Ce risque pourrait ainsi passer de 2 à 3,5%. Prochainement, les comptes porteurs d'intérêts devraient être supprimés, les pratiques comptables nationales prises en compte et les procédures accélérées.

SOCIETE DE L'INFORMATION

26 millions d'€ en faveur de la coopération électronique entre les administrations publiques européennes

La Commission européenne vient d'adopter le programme de travail ISA 2010-2015 (solutions d'interopérabilité pour les administrations publiques européennes) affectant 26 millions d'€ aux actions de soutien à la coopération électronique entre les administrations publiques des États membres de l'UE. Ces actions aideront les administrations à échanger des informations plus facilement et à fournir de meilleurs services aux citoyens et aux entreprises.

Les actions ISA soutiennent la coopération entre les administrations en mettant l'accent sur l'interopérabilité et la réutilisation de solutions, de façon à surmonter les obstacles électroniques entre États membres et à éviter les doubles emplois. Les actions sont planifiées de manière à promouvoir et à faciliter l'échange d'informations entre administrations, à adopter des architectures TIC et cadres communs, et à soutenir les services qui permettent un développement plus rapide des services publics transfrontaliers dans le cadre de la collaboration entre administrations publiques. L'ISA aidera également les services de la Commission et les États membres à évaluer l'appui TIC requis pour garantir une application en temps utile de la législation de l'UE. Ces actions sont complétées par des activités de sensibilisation et l'échange de bonnes pratiques.

Plus d'infos : http://ec.europa.eu/isa/programme/index_en.htm (en anglais uniquement)



TOURISME

Pour que l'Europe conserve sa place de 1ère destination au monde

La Commission européenne vient de présenter une communication dont l'objectif est de maintenir l'Europe au 1^{er} rang mondial des destinations touristiques (voir rubrique « [Bibliothèque](#) »). Ce document attire l'attention sur les défis que doit relever le secteur du tourisme, définit une politique visant à soutenir ce secteur essentiel de l'économie européenne, propose des initiatives destinées à promouvoir sa compétitivité, sa durabilité et son développement durable basé sur la qualité et à renforcer la visibilité de l'Europe en tant que destination touristique d'exception. Pour ce faire, la Commission propose 21 d'actions, dont les suivantes :

1. Améliorer la compétitivité du secteur touristique en Europe :
 - encourager l'innovation afin que le secteur et ses entreprises s'adaptent aux nouvelles habitudes des consommateurs et dépassent leurs structures figées. Dans ce contexte, la Commission européenne soutient l'idée d'une « plateforme commune tourisme et TIC » entre les principaux acteurs du secteur touristique ;
 - prolonger la saison touristique : faciliter un programme d'échange permettant aux jeunes, aux personnes âgées, aux familles défavorisées et aux personnes handicapées de voyager pendant la basse saison ;
 - approfondir les connaissances socio-économiques du tourisme en vue de développer une meilleure coordination des activités de recherche en cours dans ce domaine. Un observatoire européen du tourisme virtuel pourrait fournir, à moyen terme, un réseau de coordination et d'analyse de la recherche en matière de tourisme.
2. Promouvoir le développement d'un tourisme durable, responsable et de qualité :
 - faciliter les échanges de bonnes pratiques entre les réseaux de destinations régionales et durables en vue d'élaborer des indicateurs de gestion durable ;
 - développer un label « tourisme de qualité » ;
 - élaborer un label sur la base des indicateurs de gestion durable pour promouvoir les destinations touristiques qui respectent les critères environnementaux, sociaux et économiques ;
3. Consolider l'image et la visibilité de l'Europe en tant qu'ensemble de destinations durables et de haute qualité :
 - créer et promouvoir un « label européen », en étroite coopération avec les États membres ;
 - renforcer la coopération avec les organisations nationales et l'industrie touristique européenne afin de promouvoir les produits touristiques européens via le portail [visiteurope.com](#).
4. Renforcer l'intégration du tourisme dans les politiques de l'UE et les instruments financiers : améliorer l'intégration et la coordination des mesures ayant une incidence sur le tourisme, telles que celles relatives aux droits des voyageurs, à la protection des consommateurs et au marché intérieur.

Plus d'infos : http://ec.europa.eu/enterprise/sectors/tourism/index_fr.htm

TRANSPORTS

Adoption du plan d'action 2020 en matière de sécurité routière

La Commission européenne vient d'adopter son plan d'action en matière de sécurité routière établissant un ensemble d'orientations politiques pour la période 2011-2020 axées sur l'amélioration de la sécurité des véhicules, la sécurité des infrastructures et les comportements des usagers (Voir rubrique « [Bibliothèque](#) »). 7 objectifs stratégiques ont ainsi été définis et visent à :

- Améliorer les mesures de sécurité applicables aux poids lourds et aux voitures : des mesures de sécurité dites « actives » vont devenir obligatoires dans le cadre des équipements de sécurité, comme par exemple les systèmes de contrôle électronique de la stabilité, les systèmes d'avertissement de changement de voie de circulation et les systèmes de freinage automatique pour les poids lourds et les autobus, les limiteurs de vitesse obligatoires pour les voitures et les camionnettes ;
- Construire des routes plus sûres : seules les infrastructures conformes aux exigences des directives relatives à la sécurité routière pourront bénéficier du soutien des fonds européens ;
- Promouvoir les technologies intelligentes ;
- Intensifier l'éducation et la formation des usagers : la Commission entend améliorer la qualité du système de formation et de délivrance du permis de conduire en établissant notamment des exigences minimales pour les moniteurs de conduite, la possibilité d'introduire une période probatoire après les épreuves de conduite ou la possibilité d'inclure l'éco-conduite dans les épreuves théoriques et pratiques afin de favoriser une conduite plus sûre et moins polluante ;
- Renforcer le contrôle de l'application du code de la route : cela implique au niveau national l'élaboration de plans de mise en œuvre et au niveau communautaire la mise en place de campagnes de sensibilisation. La Commission donnera également la priorité à l'adoption de mesures contraignantes sur l'échange transfrontière d'informations, pour permettre d'identifier et de sanctionner les conducteurs étrangers en infraction avec la réglementation en matière de sécurité routière ;
- Mettre en place actions ciblées sur les lésions dues aux accidents de la route ;
- Accorder une attention particulière aux deux-roues motorisés car contrairement à d'autres moyens de transport qui ont connu une réduction importante du nombre de tués et de blessés sur la route, on constate, pour les véhicules motorisés à deux roues, une diminution beaucoup plus faible, voire une stagnation du nombre de victimes.

AGRICULTURE

Bruxelles veut laisser aux Etats le choix de cultiver ou non des OGM Les Echos 13/07/2010
<http://www.lesechos.fr/info/agro/020661720376-bruxelles-veut-laisser-aux-etats-le-choix-de-cultiver-ou-non-des-ogm.htm>

OGM : La Commission européenne veut laisser les pays décider Nouvel Obs 14/07/2010
<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20100713.FAP5416/ogm-la-commission-europeenne-veut-laisser-les-pays-decider.html>

La consultation lancée par la Commission européenne sur la PAC prône une évolution, pas une révolution Le Monde 18/07.2010
http://www.lemonde.fr/economie/article/2010/07/17/la-consultation-lancee-par-la-commission-europeenne-sur-la-pac-prone-une-evolution-pas-une-revolution_1389257_3234.html

BUDGET, ÉCONOMIE, FINANCES, FISCALITÉ

La France rechigne à financer la hausse du budget européen Les Echos 12/07/2010
<http://www.lesechos.fr/info/france/020658208360-la-france-rechigne-a-financer-la-hausse-du-budget-europeen.htm>

Feu vert définitif pour l'adoption de l'euro par l'Estonie en 2011 Le Monde 14/07/2010
http://www.lemonde.fr/europe/article/2010/07/13/feu-vert-definitif-pour-l-adoption-de-l-euro-par-l-estonie-en-2011_1387496_3214.html

Forte augmentation des fraudes aux fonds européens en 2009 Le Monde 15/07/2010
http://www.lemonde.fr/europe/article/2010/07/14/forte-augmentation-des-fraudes-aux-fonds-europeens-en-2009_1387977_3214.html

L'Europe réduit ses dépenses et ses ambitions Le Figaro 16/07/2010
<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2010/07/16/04016-20100716ARTFIG00622-l-europe-reduit-ses-depenses-et-ses-ambitions.php>

INSTITUTIONS EUROPÉENNES, VIE POLITIQUE

Une Belgique affaiblie prend la présidence de l'UE L'Express 1/07/2010
http://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/une-belgique-affaiblie-prend-la-presidence-de-l-ue_902715.html

La Belgique prend les rênes de la présidence de l'UE Le Monde 1/07/2010
http://www.lemonde.fr/europe/article/2010/07/01/la-belgique-prend-les-renes-de-la-presidence-de-l-ue_1381357_3214.html

Avec le traité de Lisbonne, la présidence tournante de l'UE a perdu de l'importance Le Monde 1/07/2010
http://www.lemonde.fr/europe/article/2010/07/01/avec-le-traite-de-lisbonne-la-presidence-tournante-de-l-ue-a-perdu-de-l-importance_1381890_3214.html

La Belgique, pays sans tête, prend celle de l'UE Libération 2/07/2010
<http://www.liberation.fr/monde/0101644688-la-belgique-pays-sans-tete-prend-celle-de-l-ue>

OPINION

Vers la nomination de deux députés européens ? Le Monde 2/07/2010
http://www.lemonde.fr/idees/article/2010/07/01/vers-la-nomination-de-deux-deputes-europeens_1381166_3232.html

PÊCHE

L'Europe n'a plus de poissons Sciences et Avenir 13/07/2010
<http://www.sciencesetavenir.fr/actualite/nature-environnement/20100712.OBS7022/l-europe-n-a-plus-de-poissons.html>

RELATIONS EXTÉRIEURES

L'UE entérine la création du premier service diplomatique européen Le Monde 9/07/2010
http://www.lemonde.fr/europe/article/2010/07/08/l-ue-enterine-la-creation-du-premier-service-diplomatique-europeen_1385381_3214.html

SANTÉ ET PROTECTION DES CONSOMMATEURS

La maladie de la vache folle en train de disparaître en Europe Les Echos 16/07/2010
http://www.lesechos.fr/depeches/medecine-sante/afp_00267761-la-maladie-de-la-vache-folle-en-train-de-disparaitre-en-europe.htm

SOCIAL

Les Européens devront tous travailler plus longtemps Le Figaro 7/07/2010
<http://www.lefigaro.fr/retraite/2010/07/07/05004-20100707ARTFIG00472-les-europeens-devront-tous-travailler-plus-longtemps.php>

Le portail européen e-Justice



L'UE vient de lancer le portail européen e-Justice, un guichet unique en ligne permettant l'accès à la justice dans toute l'Union. Ce site internet s'adresse aux citoyens, aux entreprises, aux avocats et aux juges qui se posent des questions sur le droit des États membres. Il a pour objectif de renforcer la compréhension mutuelle des différents systèmes juridiques en contribuant à la création d'un espace unique de justice. Comptant plus de 12.000 pages de contenu, la 1^{ère} version du portail fournit des informations et des liens sur les lois et pratiques en vigueur dans tous les États membres. Il s'agit par exemple d'informations sur l'aide juridictionnelle, la formation judiciaire et la vidéoconférence, et de liens vers des bases de données juridiques, des registres d'insolvabilité et des registres fonciers en ligne.

Pour accéder au portail : <https://e-justice.europa.eu/home.do?action=home&lang=fr&sufix=9>



Lancement d'un site internet multilingue sur les successions

Chaque année, ce sont environ 450.000 successions internationales qui s'ouvrent dans l'UE, pour un total de plus de 120 milliards d'€. En tant que propriétaires de biens, les citoyens sont confrontés à des règles différentes dans les 27 États membres de l'UE. Afin de les aider à mieux connaître ces règles, le Conseil des notariats de l'UE vient de lancer, avec le soutien de la Commission européenne, un site internet qui fournit des réponses aux principales questions qui se posent dans le cadre d'une succession : informations sur l'autorité compétente et la législation applicable, sur la possibilité de choisir une législation plutôt qu'une autre ou sur la manière dont les héritiers sont identifiés.

Pour accéder au site : <http://www.successions-europe.eu/en/home>

AGENDA EUROPEEN

22-27 août : Ecole d'été 2010 de l'Assemblée des Régions d'Europe sur le thème de « La mobilité urbaine, rurale et interrégionale », Rorschach et Arbon (Suisse)

Information et inscription : <http://www.aer.eu/fr/events/universite-dete/2000-2009/aer2010.html>

 **3-4 septembre** : Réunion informelle des ministres des Affaires étrangères – Gymnich, Bruxelles

 **6-7 septembre** : Conseil informel Energie, Bruxelles

 **6-9 septembre** : Session plénière du Parlement européen, Strasbourg

 **13 septembre** : Conseil Affaires générales, Bruxelles

 **13 septembre** : Conseil Relations extérieures, Bruxelles

13-14 septembre : Conférence KBBE vers 2020 (l'économie-bio basée sur la connaissance) organisée par la Présidence belge de l'UE, Bruxelles

Information et inscription : <http://www.kbbe2010.be/>

15 septembre : Séminaire sur la décentralisation « Système territoriaux en Europe : quels sont les modèles existants ? Quelles sont leurs performances ? » organisé par l'Assemblée des Régions d'Europe, Obidos (Portugal)

Information et inscription : <http://www.aer.eu/fr/events/commission-permanente-des-affaires-institutionnelles/2010/decentralisation-conference-portugal.html>

15 septembre : Séminaire européen sur la rénovation urbaine durable organisé par la Présidence belge de l'UE, Bruxelles

Information et inscription : http://sustainatbrussels.eu/fr/fr_accueil.html

 **15-16 septembre** : Conseil informel Transports, Anvers

 **15-16 septembre** : Session plénière du Comité Economique et Social Européen, Bruxelles

15-17 septembre : VIIèmes Assises de la montagne sur le thème « **Les montagnes européennes : un souffle d'innovation** » organisées par Euromontana, Lillehammer (Norvège)

Information et inscription : <http://www.euromontana.org/French/evenement/Lillehammer/Lillehammer EMC FR.htm>

 **16 septembre** : Conseil européen, Bruxelles

 **20-21 septembre** : Conseil informel Agriculture, La Hulpe

 **20-23 septembre** : Session plénière du Parlement européen, Strasbourg


 **27 septembre** : Conseil Agriculture et Pêche, Bruxelles

27 septembre : Journée européenne du tourisme : Conférence sur « Le rôle de l'héritage culturel dans la politique européenne sur le tourisme renouvelée » organisée par la Commission européenne, Bruxelles

Information et inscription : http://ec.europa.eu/enterprise/newsroom/press/items/4326?lang=fr&tpa_id=136&item_id=4326

27-29 septembre : Forum européen sur la recherche et l'innovation dans le domaine des TIC organisé par la Commission européenne, Bruxelles

Information et inscription : http://ec.europa.eu/information_society/events/ict/2010/index_en.htm

 **29 septembre – 1^{er} octobre** : Assemblée générale de la CRPM, Aberdeen (Royaume-Uni)

 **30 septembre – 1^{er} octobre** : Conseil informel EcoFin, Bruxelles

 = Événements institutionnels

DERNIERS APPELS D'OFFRES

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

- ☆ Programme ESPON 2013 — Nouveaux appels à propositions de projets

Echéance : 19 octobre 2010

JOUE C n°194 du 17 juillet 2010, page 8

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:194:0008:0008:FR:PDF>

EDUCATION ET FORMATION

- ☆ Appel à propositions — EAC/10/10 — Programme pour l'éducation et la formation tout au long de la vie — Soutien à deux concours de courts métrages destinés à la promotion de l'apprentissage des langues

Echéance : 30 septembre 2010

JOUE C n°184 du 8 juillet 2010, page 29

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:184:0029:0030:FR:PDF>

- ☆ MEDIA Mundus — Appel à propositions 2011

Echéance : 15 octobre 2010

JOUE C n°199 du 21 juillet 2010, page 16

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:199:0016:0018:FR:PDF>

- ☆ Appel à propositions — EACEA/22/10 pour la mise en œuvre d'Erasmus Mundus 2009-2013 — Action 2 — Partenariats

Echéance : 15 octobre 2010

JOUE C n°200 du 22 juillet 2010, page 8

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:200:0008:0010:FR:PDF>

POLITIQUE DES CONSOMMATEURS

- ☆ Appel à propositions 2010 pour des contributions financières au fonctionnement des organisations européennes de consommateurs

Echéance : 27 septembre 2010

JOUE L n°191 du 15 juillet 2010, page 8

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:191:0008:0008:FR:PDF>

- ☆ Appel à propositions 2010 pour des contributions financières au fonctionnement des organisations européennes de consommateurs représentant les intérêts des consommateurs dans l'élaboration de normes pour les produits et services à l'échelon de l'Union européenne

Echéance : 27 septembre 2010

JOUE L n°191 du 15 juillet 2010, page 9

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:191:0009:0009:FR:PDF>

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

- ☆ Appel ouvert — Coopération européenne en science et technologie (COST)

Echéance : 24 septembre 2010

JOUE L n°191 du 15 juillet 2010, page 6

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:191:0006:0007:FR:PDF>

- ☆ Appel à propositions de l'Autorité européenne de surveillance GNSS au titre du programme de travail «Coopération» du septième programme-cadre de la CE pour des activités de recherche, de développement technologique et de démonstration

FP7-GALILEO-2011-GSA-1-a et FP7-GALILEO-2011-GSA-1-b

Echéance : 5 octobre et 16 décembre 2010

JOUE C n°196 du 20 juillet 2010, page 10

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:196:0010:0010:FR:PDF>

☆ Appels à propositions au titre des programmes de travail 2010 et 2011 du septième programme-cadre pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration
JOUE C n°196 du 20 juillet 2010, page 11
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:196:0011:0013:FR:PDF>

Programme spécifique « Coopération »

Thème : Santé

FP7-HEALTH-2011-single-stage : 10 novembre 2010
FP7-HEALTH-2011-two-stage : 13 novembre 2010

Thème : Alimentation, agriculture et pêche, biotechnologie
FP7-KBBE-2011-5 : 25 janvier 2011

Thème : TIC

FP7-2011-ICT-FI : 2 décembre 2010
FP7-2011-ICT-GC : 2 décembre 2010
FP7-2011-ICT-FET-F : 2 décembre 2010
FP7-2011-ICT-C : 12 mars 2013
FP7-2011-ICT-EU-RUSSIA : 14 septembre 2010

Thème : Nanosciences, nanotechnologies, matériaux et nouvelles technologies de production

FP7-NMP-2011-LARGE-5 : 4 novembre 2010
FP7-NMP-2011-SMALL-5 : 4 novembre 2010
FP7-NMP-2011-SME-5 : 4 novembre 2010
FP7-NMP-2011-CSA-5 : 1^{er} février 2011
FP7-NMP-2011-EU-RUSSIA : 31 mars 2011
FP7-NMP-2011-EU-JAPAN : 17 novembre 2010

Thème : Energie

FP7-ENERGY-2011-1 : 16 novembre 2010
FP7-ENERGY-2011-2 : 7 avril 2011
FP7-ENERGY-2011-EXCHANGE : 16 novembre 2010
FP7-ENERGY-2011-JAPAN : 25 novembre 2010

Thème : Environnement (changements climatiques inclus)

FP7-ENV-2011 : 16 novembre 2010
FP7-ENV-2011-ECO-INNOVATION : 16 novembre 2010

Thème : Transports

FP7-AAT-2011-RTD-1 : 2 décembre 2010
FP7-SST-2011-RTD-1 : 2 décembre 2010
FP7-TPT-2011-RTD-1 : 2 décembre 2010
FP7-GALILEO-2011-GSA-1 : 16 décembre 2010
FP7-GALILEO-2011-ENTR-1 : 16 décembre 2010

Thème : Sciences socioéconomiques et humaines

FP7-SSH-2011-1 : 2 février 2011
FP7-SSH-2011-2 : 2 février 2011
FP7-SSH-2011-3 : 2 février 2011

Thème : Espace

FP7-SPACE-2011-1 : 25 novembre 2010

Thème : Sécurité

FP7-SEC-2011-1 : 2 décembre 2010

Approches multithématiques

FP7-OCEAN-2011 : 18 janvier 2011
FP7-2011-GC-ELECTROCHEMICAL-STORAGE : 2 décembre 2010
FP7-NMP-ENERGY-2011 : 25 novembre 2010
FP7-ENV-NMP-2011 : 16 novembre 2010
FP7-2011-NMP-ENV-ENERGY-ICT-EeB : 2 décembre 2010
FP7-2011-NMP-ICT-FoF : 2 décembre 2010
FP7-JPROG-2011-RTD : 5 octobre 2010
FP7-ERANET-2011-RTD : 22 février 2011

Programme spécifique « Idées »

Subventions du CER au démarrage de chercheurs indépendants : ERC-2011-StG : 24 octobre 2010

Programme spécifique « Personnes »

Réseaux Marie Curie de formation initiale : FP7-PEOPLE-2011-ITN : 26 janvier 2011

Passerelles et partenariats Marie Curie entre les entreprises et universités : FP7-PEOPLE-2011-IAPP : 7 décembre 2010

Programme spécifique « Capacités »

Thème : Infrastructures de recherche

FP7-INFRASTRUCTURES-2011-1 : 25 novembre 2010

FP7-INFRASTRUCTURES-2011-2 : 23 novembre 2010

Thème : Recherche au profit des PME

FP7-SME-2011 : 8 décembre 2010

Thème : Régions de la connaissance

FP7-2011-REGIONS-2011-1 : 9 décembre 2010

Thème : Potentiel de recherche

FP7-REGPOT-2011-1 : 7 décembre 2010

Thème : La société dans la science

FP7-SCIENCE-IN-SOCIETY-2011-1 : 20 janvier 2011

FP7-SCIENCE-IN-SOCIETY-2011-EVENTS : 25 novembre 2010

Thème : Activités de coopération internationale

FP7-INCO-2011-6 : 15 mars 2011

FP7-INCO-2011-7 : 15 mars 2011

FP7-INCO-2011-8 : 15 mars 2011

APPELS D'OFFRES EN COURS**AGRICULTURE**

☆ Evaluation ex-post des programmes de développement rural 2000-2006 (16 août 2010)

CITOYENNETE☆ «L'Europe pour les citoyens», Actions 1 Mesures 1.1 et 1.2 (1^{er} septembre 2010)**EDUCATION ET FORMATION**

☆ EACEA/14/10 (6 septembre 2010)

☆ EACEA/41/09 (15 septembre 2010)

☆ EIBURS (10 septembre 2010)

ENVIRONNEMENT☆ Appel à propositions LIFE+ pour 2010 (1^{er} septembre 2010)**INNOVATION**

☆ CIP-EIP-ECO-INNOVATION-2010 (9 septembre 2010)

JEUNESSE☆ EAC/01/10 — Programme «Jeunesse en action» 2007-2013 (1^{er} septembre 2010, 1^{er} novembre 2010)

☆ EACEA/12/10 (10 septembre 2010)

☆ EACEA/15/10 (22 octobre 2010)

☆ EACEA/16/10 (8 octobre 2010)

PARTIS POLITIQUES☆ Appel à propositions IX-2011/01 (1^{er} novembre 2010)☆ Appel à propositions IX-2011/02 (1^{er} novembre 2010)**RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT**

☆ FP7-PEOPLE-2010-IEF (17 août 2010)

☆ FP7-PEOPLE-2010-IIF (17 août 2010)

☆ FP7-PEOPLE-2010-IOF (17 août 2010)

☆ ARTEMIS-2010-1 (1^{er} septembre 2010)

☆ EMRP (11 octobre 2010)

☆ FCH-JU-2010-1 (13 octobre 2010)

SOCIETE DE L'INFORMATION

☆ Experts indépendants pour le programme « Internet plus sûr » (30 décembre 2013)

SPORT

☆ EAC/22/10 — Action préparatoire dans le domaine du sport (31 août 2010)

TRANSPORTS

☆ MOVE/SUB/01-2010 (15 septembre 2010)

☆ Réseau transeuropéen de transport (RTE-T) pour l'année 2010 (31 août 2010)

OFFRES DE PARTENARIAT

CULTURE

Une organisation de soutien et de développement d'industries créative de média de la région du sud Ouest du Royaume-Uni cherche des partenaires dans le cadre du programme européen Culture (action 1.2.1.) pour un projet ayant pour objectif la circulation et l'échange de travaux culturels et artistiques. Date limite : 27 août 2010.

JEUNESSE

Le Conseil de Conwy (Royaume-Uni) cherche des partenaires dans le cadre du programme Jeunesse en action pour un projet ayant pour objectif d'inviter des jeunes de 4 Etats européens à participer à une académie européenne de rugby de 12 jours qui se déroulera pendant l'été 2011. Date limite : 1er septembre 2010.

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Le Centre Veneto Agricoltura (Italie) cherche des partenaires dans le cadre de la thématique KBBE (Alimentation, agriculture et pêche, biotechnologie) du 7^{ème} PCRD pour un projet portant sur l'intégration des services environnementaux agricoles dans les zones rurales fragmentées. Date limite : 2 novembre 2010.

Le Centre Veneto Agricoltura (Italie) cherche des partenaires dans le cadre de la thématique KBBE (Alimentation, agriculture et pêche, biotechnologie) du 7^{ème} PCRD pour un projet portant sur le développement de technologies innovantes durables pour améliorer la sécurité et la qualité des produits de la mer prêts à consommer. Date limite : 2 novembre 2010.

Méditerranée Technologies (Région PACA) cherche des partenaires dans le cadre de la thématique Environnement du 7^{ème} PCRD pour un projet portant sur la préservation de l'héritage culturel sous-marin. Date limite : 15 septembre 2010.

L'Université Lincoln de la Région East Midlands (Royaume-Uni) cherche des partenaires dans le cadre de la thématique TIC du 7^{ème} PCRD pour un projet portant sur les services et systèmes robotiques pour le « bien vieillir ».

SPORT

La ville d'Umeå (Suède) cherche des partenaires dans le cadre de l'action préparatoire 2010 dans le domaine du sport pour un projet portant sur la promotion de l'inclusion sociale dans et par le sport. Date limite : 31 août 2010.

La fédération des municipalités de Madrid (Espagne) cherche des partenaires dans le cadre de l'action préparatoire 2010 dans le domaine du sport pour un projet portant sur la promotion de l'inclusion sociale dans et par le sport, et sur la promotion du volontariat dans le sport. Date limite : 5 août 2010.

Le Comté du Devon (Royaume-Uni) cherche des partenaires dans le cadre de l'action préparatoire 2010 dans le domaine du sport pour un projet portant sur la promotion du volontariat dans le sport.

La ville de La Haye (Pays-Bas) cherche des partenaires dans le cadre de l'action préparatoire 2010 dans le domaine du sport pour un projet portant sur l'inclusion dans et par le sport. Date limite : 6 août 2010.

⇒ Le détail des offres de partenariat (contacts et fiches techniques des projets) sera envoyé sur demande

CONSULTATIONS

CONCURRENCE

Règles en matière d'aides d'État applicables aux services d'intérêt économique général

Consultation ouverte jusqu'au 10 septembre 2010

Pour y participer : http://ec.europa.eu/competition/consultations/2010_sgei/index_fr.html

EMPLOI ET AFFAIRES SOCIALES

Livre vert « Vers des systèmes de retraite adéquats, viables et sûrs en Europe »

Consultation ouverte jusqu'au 15 novembre 2010

Pour y participer : <http://ec.europa.eu/yourvoice/ipm/forms/dispatch?form=pensions>

ENTREPRISES

L'initiative Matières Premières

Consultation ouverte jusqu'au 19 septembre 2010

Pour y participer : http://ec.europa.eu/enterprise/policies/raw-materials/public-consultation/index_fr.htm

ENVIRONNEMENT

La révision de la directive concernant l'évaluation de l'impact sur l'environnement

Consultation ouverte jusqu'au 24 septembre 2010

Pour y participer : <http://ec.europa.eu/environment/consultations/eia.htm>

JUSTICE, LIBERTE ET SECURITE

L'amélioration des droits des victimes de crimes et de violences

Consultation ouverte jusqu'au 30 septembre 2010

Pour y participer : http://ec.europa.eu/justice_home/news/consulting_public/news_consulting_0053_en.htm

Livre Vert relatif aux actions envisageables en vue de la création d'un droit européen des contrats pour les consommateurs et les entreprises

Consultation ouverte jusqu'au 31 janvier 2011

Pour y participer : http://ec.europa.eu/justice_home/news/consulting_public/news_consulting_0052_en.htm

MARCHE INTERIEUR

Evaluation mutuelle prévue par la directive « services »

Consultation ouverte jusqu'au 13 septembre 2010

Pour y participer : http://ec.europa.eu/internal_market/consultations/2010/services_directive_en.htm

L'exercice de surveillance du marché du commerce et de la distribution

Consultation ouverte jusqu'au 10 septembre 2010

Pour y participer : http://ec.europa.eu/internal_market/consultations/2010/retail_en.htm

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Le 7^{ème} PCRD

Consultation ouverte jusqu'au 27 août 2010

Pour y participer : <http://ec.europa.eu/yourvoice/ipm/forms/dispatch?form=FP7n>

SANTE

La dépendance engendrée par les additifs du tabac et leur attractivité

Consultation ouverte jusqu'au 5 septembre 2010

Pour y participer : http://ec.europa.eu/health/scientific_committees/consultations/public_consultations/scenih_r_cons_12_en.htm

SOCIETE DE L'INFORMATION

L'internet ouvert et la neutralité des réseaux

Consultation ouverte jusqu'au 30 septembre 2010

Pour y participer : http://ec.europa.eu/information_society/policy/ecomm/library/public_consult/net_neutrality/index_en.htm

Commandez vos documents par fax ou par courrier électronique Destinataire : Antenne C.T.C.

Tél : 00.322.235.86.12 – Fax : 00.322.235.86.65 – E-mail : ctc.bruxelles@skynet.be

EXPÉDITEUR:
SERVICE:
ADRESSE:
TÉLÉPHONE:
TÉLÉCOPIE:

AGRICULTURE

- Résolution du Parlement européen du 8 juillet 2010 sur l'avenir de la politique agricole commune après 2013
<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=TA&reference=P7-TA-2010-0286&language=FR&ring=A7-2010-0204>
- Recommandation de la Commission du 13 juillet 2010 établissant des lignes directrices pour l'élaboration de mesures nationales de coexistence visant à éviter la présence accidentelle d'OGM dans les cultures conventionnelles et biologiques
JOUE C200 du 22 juillet 2010 page 1
<http://eur-lex.europa.eu/JOHtml.do?uri=OJ:C:2010:200:SOM:FR:HTML>
- Discours de Dacian CIOLOS, membre de la Commission européenne en charge de l'Agriculture et du développement rural « Les quatre grands défis de la PAC », lors de la conférence sur La PAC post 2013 à Bruxelles, le 19 juillet 2010
<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=SPEECH/10/394&format=HTML&aged=0&language=FR&guiLanguage=fr>
- Avis du Comité des régions sur la «Qualité des produits agricoles»
JOUE C n°175 du 1^{er} juillet 2010, page 15
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:175:0015:0018:FR:PDF>
- Avis du Comité des régions sur le thème «L'aide aux agriculteurs établis dans les zones à handicaps naturels»
JOUE C n°175 du 1^{er} juillet 2010, page 19
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:175:0019:0021:FR:PDF>

ANNEE EUROPEENNE

- Avis du Comité des régions sur le thème «Année européenne du volontariat (2011)»
JOUE C n°175 du 1^{er} juillet 2010, page 40
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:175:0040:0044:FR:PDF>
- Évaluation de l'Année européenne du dialogue interculturel (2008)
COM(2010) 361 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2010:0361:FIN:FR:PDF>

COMMERCE

- Rapport de la Commission européenne « Exercice de surveillance du marché du commerce et de la distribution : Vers un marché intérieur plus efficace et plus équitable du commerce et de la distribution à l'horizon 2020 »
COM(2010) 355 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2010:0355:FIN:FR:PDF>

DEVELOPPEMENT

- Rapport annuel 2010 sur les politiques de l'Union européenne en matière de développement et d'aide extérieure et leur mise en œuvre en 2009
COM(2010) 335 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2010:0335:FIN:FR:PDF>

EDUCATION ET FORMATION

- Avis du Comité des régions sur le « Livre vert – Promouvoir la mobilité des jeunes à des fins d'apprentissage »
JOUE C n°175 du 1^{er} juillet 2010, page 31
<http://eur-lex.europa.eu/JOHtml.do?uri=OJ:C:2010:175:SOM:FR:HTML>

EMPLOI ET AFFAIRES SOCIALES

- Livre vert « Vers des systèmes de retraite adéquats, viables et sûrs en Europe »
COM(2010) 365 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2010:0365:FIN:FR:PDF>
- Directive 2010/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2010 concernant l'application du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes exerçant une activité indépendante, et abrogeant la directive 86/613/CEE du Conseil
JOUE L180 du 15 juillet 2010 page 1
<http://eur-lex.europa.eu/JOHtml.do?uri=OJ:L:2010:180:SOM:FR:HTML>

ENERGIE

- Règlement (UE, Euratom) no 617/2010 du Conseil du 24 juin 2010 concernant la communication à la Commission des projets d'investissement relatifs à des infrastructures énergétiques dans l'Union européenne, et abrogeant le règlement (CE) no 736/96
JOUE L n°195 du 15 juillet 2010, page 7
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2010:180:0007:0014:FR:PDF>
- Règlement (UE, Euratom) no 617/2010 du Conseil du 24 juin 2010 concernant la communication à la Commission des projets d'investissement relatifs à des infrastructures énergétiques dans l'Union européenne, et abrogeant le règlement (CE) no 736/96
JOUE L180 du 15 juillet 2010 page 7
<http://eur-lex.europa.eu/JOHtml.do?uri=OJ:L:2010:180:SOM:FR:HTML>

ENTREPRISES

- Livre vert relatif aux actions envisageables en vue de la création d'un droit européen des contrats pour les consommateurs et les entreprises
COM(2010) 348 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2010:0348:FIN:FR:PDF>
- Livre vert relatif aux actions envisageables en vue de la création d'un droit européen des contrats pour les consommateurs et les entreprises
COM(2010) 348
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2010:0348:FIN:FR:PDF>

INSTITUTIONS

- Rapport de la Commission sur les travaux des comités en 2009
COM(2010) 354 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2010:0354:FIN:FR:PDF>

JEUNESSE

- Avis du Comité des régions sur « Une stratégie européenne renouvelée pour investir en faveur de la jeunesse et la mobiliser »
JOUE C n°175 du 1^{er} juillet 2010, page 22
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:175:0022:0025:FR:PDF>

MARCHE INTERIEUR

- Proposition de règlement sur les dispositions relatives à la traduction pour le brevet de l'Union européenne
COM(2010) 350 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2010:0350:FIN:FR:PDF>

PECHE ET AFFAIRES MARITIMES

- Décision de la Commission du 18 juin 2010 relative à la participation financière de l'Union pour 2010 en ce qui concerne les programmes nationaux de certains États membres en matière de collecte, de gestion et d'utilisation des données dans le secteur de la pêche
JOUE L n°168 du 2 juillet 2010, page 19
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2010:168:0019:0021:FR:PDF>

POLITIQUE DE COHESION

- Résolution législative du Parlement européen du 6 juillet 2010 sur la contribution de la politique régionale de l'Union européenne à la lutte contre la crise économique et financière, notamment dans le cadre de l'objectif 2
<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P7-TA-2010-0255+0+DOC+XML+V0//FR&language=FR>
- Position paper de la commission REGI du Parlement européen sur l'avenir de la politique de cohésion post 2013 (disponible en anglais uniquement)
<http://www.europarl.europa.eu/activities/committees/publicationsCom.do?language=EN&body=REGI>
- Avis du Comité des régions sur le sixième rapport d'étape sur la cohésion économique et sociale
JOUE C n°175 du 1^{er} juillet 2010, page 4
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:175:0004:0009:FR:PDF>

SOCIETE DE L'INFORMATION

- Avis du Comité des régions sur le thème «L'internet des objets et la réutilisation des informations du secteur public»
JOUE C n°175 du 1^{er} juillet 2010, page 35
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:175:0035:0039:FR:PDF>
- Communication de la commission « Rapport d'avancement sur le marché unique européen des communications électroniques de 2009 (15e rapport) »
COM(2010) 253 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2010:0253:FIN:FR:PDF>

TOURISME

- Communication de la Commission européenne « L'Europe, première destination touristique au monde - un nouveau cadre politique pour le tourisme européen »
COM(2010) 352 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2010:0352:FIN:FR:PDF>

TRANSPORTS

- Communication de la Commission « Vers un espace européen de la sécurité routière : orientations politiques pour la sécurité routière de 2011 à 2020 »
COM (2010) 389 final
http://ec.europa.eu/transport/road_safety/events-archive/2010_07_20_road_safety_2011_2020_fr.htm